

Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
BP 51026
F-31010 TOULOUSE CEDEX 06
France

dépôt le 08/06/16
radio zinzine info
04300 Limans

forcaquier

PRES
DISTRIBUE
LA POSTE

dispensé de timbrage



RADIO ZINZINE INFO

L'IRE DES CHÊNAIES

N°635 - 8 juin 2016

Appel à perturber l'Euro 2016

L'Euro 2016 a lieu en France entre le 10 juin et le 10 juillet. Étant donnée la situation sociale dans ce pays, nous qui sommes en lutte contre la loi Travail et son monde, nous appelons à le perturber. Pourtant, nous aussi, nous aimons le foot. Mais nous considérons le foot comme un jeu, pas comme un business, pas comme une marchandise. Et vu le fric et la communication politique qu'il y a autour de ce type de grands événements sportifs, nous n'avons pas de scrupules à imaginer que l'Euro 2016 puisse être dérangé quelque peu. Par des moyens d'exploitation salariale toujours plus grands, la loi Travail et son monde jouent avec nos vies. L'enjeu nous semble donc bien plus important que celui d'une cinquantaine de matches de foot.

Pour autant, nous n'avons rien contre les footballeurs,

ni contre les supporters.

Nous en avons contre le monde de l'Euro 2016, ses structures et ses sponsors: UEFA / FFF / Abritel / Adidas / Coca-Cola / Crédit Agricole / Continental / FDJ / Hisense / Hyundai-Kia / Mc Donald's / Orange / La Poste / Proman / Socar / SNCF / Tourtel / Turkish Airlines / etc.

Et l'état d'urgence, les 42.000 policiers, 30.000 gendarmes, 13.000 vigiles de sociétés privées, les 200 policiers étrangers, les militaires et le RAID pour maintenir l'ordre dans les stades et les fan-zones? Même pas peur! Et les drones, les caméras de vidéosurveillance et autres dispositifs technologiques de contrôle? Même pas peur! Et Daesh, le spectre censé justifier tout ça? Même pas peur!

Si les moyens de pression actuels contre la loi Travail et son monde ne suffisent pas (manifestations, grèves, blocages, sabotages, etc.), nous les étendrons à l'Euro 2016.

Dans la joie et la bonne humeur, avec rage et détermination, pour le retrait de la loi Travail, pour la fin du capitalisme et de l'État, avec des pratiques d'entraide et des perspectives révolutionnaires, à Bordeaux, Lens, Lille, Lyon, Marseille, Nice, Paris, Saint-Denis, Saint-Étienne, Toulouse et ailleurs, nous appelons à perturber l'Euro 2016 par tous les moyens qui vous plairont.

Des footballeurs, des footballeuses, ou pas, et leurs amis des comités d'action de Paris.

Contact: champions@riseup.net

Amnistie pour tous les prisonniers et toutes les prisonnières du mouvement social

Il y a ce lycéen de Nantes accusé de «complicité de tentative d'homicide» sur un commandant de CRS. Il y a ces quatre manifestants parisiens accusés d'avoir mis le feu à un véhicule de police et poursuivis pour «tentative d'homicide». Il y a ces dix-neuf Rennais accusés de «participation à une association de malfaiteurs» pour des dégradations dans le métro. Il y a ces dizaines de manifestants accusés de violences –sur des biens ou sur les défenseurs de ces biens– qui passent en comparution immédiate et se prennent des peines de prison ferme ou avec sursis. Il y a celles et ceux qui seront cueillis et enfermés dans les semaines à venir au fur et à mesure de l'avancée des procédures...

A chaque fois, nous nous laissons prendre par le fait divers. Nous passons des heures à examiner des vidéos, lire des articles pour reconstituer chaque épisode de ce qu'il s'est vraiment passé: qui a jeté le projectile? Qui a tapé et quand? Qui a mis le feu? Qu'on ait besoin de comprendre, envie d'innocenter, qu'on soit porté par la curiosité ou par l'enthousiasme, ça ne change rien: nous épousons –qu'on le veuille ou non– la logique médiatique, policière et judiciaire qui, elle, a pour but de fabriquer des coupables

**POURQUOI LES
FOOTBALLEURS SE
RÉJOUISSENT APRÈS UN BUT
ALORS QUE C'EST LEUR MÉTIER
?
IMAGINEZ UN BOUCHER FAIRE
UNE ROULADE ET LE TOUR DE
SA BOUCHERIE EN LEVANT LES
BRAS APRÈS AVOIR VENDU UN
GIGOT.**

et de transformer un mouvement social en succession de faits divers.

Nous devons simplement rappeler que des professionnels du maintien de l'ordre caparaçonnés, entraînés militairement, équipés d'armes létales et d'autres dites non-létales (flash-ball, bombes lacrymogènes, grenades de désencerclement) traumatisent, étouffent, assourdisent, blessent, éborgnent... et tuent aussi. Ces femmes et ces hommes en armes sont les pions plus ou moins féroces d'un pouvoir politique qui joue sa survie à

brève échéance en donnant des consignes strictes pour ne pas lâcher son os. Les syndicats de policiers peuvent bien manifester à leur tour et occuper les plateaux de télé pour dénoncer la «haine» dont ils feraient l'objet, nous ne devons pas les laisser jouer les victimes du mouvement social. Les photos et vidéos qui se multiplient sur Internet montrent simplement qu'il n'y a pas de «bavure»: ce qu'on voit, c'est bien une stratégie qui vise à faire plier la rue en terrorisant tout le monde.

Nous devons aussi dire que la brutalité virile de ces troupes armées n'est que l'expression la plus visible du Droit. D'autres professionnels du droit –ceux qui sévisent en robe noire– prennent immédiatement le relais dans le travail d'éradication de la contestation. C'est la phase judiciaire de la répression. Cette phase est moins spectaculaire, elle produit moins d'images révoltantes, mais sa violence n'est pas moins grande. Comme celle de la police, cette violence des cours de justice s'abat tous les jours, tranquillement, sur les classes les plus pauvres et les plus stigmatisées des quartiers populaires. En ce moment, elle s'attaque aussi à d'autres cibles. Un lycéen qui manifeste peut ainsi se voir accuser d'avoir tenté de tuer un fonctionnaire de police, crime entre tous les crimes, qui peut entraîner la condamnation à la perpétuité réelle. Un chef d'inculpation qui veut dire que l'uniforme de certains –les agents de la défense de l'État– vaut plus que la vie d'un simple quidam, et qui précipite des gens en prison pour toute leur vie, le plus souvent dans l'indifférence générale.

Nous sommes en ce moment des milliers: lycéens, étudiants, travailleurs, travailleuses –avec ou sans emploi– syndiqués ou non. Nous faisons grève, occupons, bloquons et manifestons contre une nouvelle loi et le capitalisme qu'elle sert. Au fil de ce mouvement de plus en plus de gens se défendent dans la rue contre des policiers militarisés ou s'en prennent à des symboles de l'économie totalitaire. En cela, il n'y a pas plus de casseurs que de bons manifestants; il n'y a ni innocents à sauver, ni coupables à condamner, ni martyrs à honorer ni barbares à éradiquer. Les balles de lanceurs de 40, elles ne font pas le tri entre les yeux des uns et des autres, et la «tentative d'homicide» arme judiciaire s'utilise désormais contre des manifestants. Ce mouvement contre la «loi travail» permet au moins d'établir clairement que la police et la justice sont deux bras –armés l'un et l'autre– de l'État face à nous –qui ne le sommes pas. En cela, nous sommes tous et toutes face au Droit –qui enferme– face aux tuniques bleues et aux robes noires, face à la police et à la justice.

De même que nous avons été beaucoup à crier: «Tout le monde déteste la police», il nous faudra aussi crier: «Tout le monde déteste la justice.» Ce serait un moyen de trouver la force et la détermination nécessaires pour exiger l'amnistie de tous les inculpés, c'est-à-dire l'abandon des poursuites à leur encontre et leur libération immédiate. Porter un tel mot d'ordre serait un premier pas pour gripper la machine judiciaire qui, au-delà du mouvement, enferme tous les jours depuis des dizaines d'années: les enfants de colonisés, les étrangers des quatre coins du monde arrivés ici et les pauvres des quartiers de France, qui n'en peuvent plus d'être stigmatisés, emprisonnés et pris pour cible. Si le mouvement se bat contre une «loi El Khomri» qui accentue un peu plus l'exploitation et la chasse aux pauvres, alors il doit se battre aussi contre la justice qui sert à enfermer d'abord et surtout celles et ceux qui subissent de plein fouet la violence économique.

Amnistie pour tous les inculpés!

Liberté pour tous et toutes!

Trouvé sur L'envolée, journal anti-carcéral.

Linky et les mythologies électriques 2/2

Machines intelligentes et novlangue écolo

Depuis ses débuts, l'électricité n'a donc cessé d'être promue par en haut à travers de multiples mystifications. Le petit compteur Linky prolonge cette dynamique hiérarchique et idéologique: il doit aider à l'invention d'une «électricité propre». Inscrit dans le marbre de la loi dite «de transition énergétique» votée en août 2015, le projet Linky vise à remplacer les anciens compteurs, évidemment archaïques, par de nouveaux boîtiers «intelligents» et «communicants», selon les appellations forgées dans les agences de pub. Linky – petit nom sympa et rassurant, on croirait le chat du voisin – est en effet *«un compteur électrique de nouvelle génération qui permet de transmettre des informations et de recevoir des ordres à distance»*.

Pourquoi décider ainsi de remplacer les 35 millions de boîtiers qui fonctionnent par de nouveaux compteurs, alors même que l'État et l'entreprise publique d'électricité ne cessent de se déclarer en quasi-faillite? Pourquoi qualifier d'intelligentes ces boîtes? Cet objet offre un bon résumé de la novlangue technocratique actuelle. Selon ERDF, il s'agit de la première pierre des «réseaux électriques intelligents». Mais que signifie l'intelligence dans ce contexte? Il ne faut pas se tromper, comme le note Michel Blay dans un petit livre lucide, le mot «intelligence» employé ici, comme ailleurs pour désigner des objets *high-tech*, des voitures ou des maisons, «doit être entendu en son sens anglais de «renseignement» – comme dans «intelligence service» – c'est-à-dire au sens d'informations qui circulent, ce qui est bien différent de l'intelligence sous ses divers aspects ouvrant l'ensemble des facultés humaines, mais proche

d'un travail de police»¹.

S'ils ne sont pas intelligents, peut-être sont-ils au moins écologiques? Ils permettraient de réduire nos consommations d'énergie: en suivant sa consommation d'électricité via son Smartphone, chacun serait ainsi amené à se modérer pour réaliser des économies. Cette analyse repose sur une vision très pauvre de l'*homo œconomicus*. Le but annoncé est de pouvoir éteindre à distance les appareils électriques pour lisser les «pointes» quotidiennes de consommation et ne plus devoir importer d'électricité au moment où elle est la plus chère, ni utiliser ses centrales électriques thermiques (fioul, gaz, charbon) jugées trop polluantes. L'intention est donc louable, il s'agirait de réduire notre emprise matérielle sur le monde via l'électricité. À travers ces compteurs, l'État nous annonce donc qu'il faut à tout prix réduire nos consommations et qu'il est prêt pour cela à tous les investissements financiers... en bref il valide indirectement et sans le vouloir les analyses avancées par la décroissance depuis des années!

L'autogestion des machines

Mais à l'inverse de ceux qui proposent des solutions réalistes fondées sur la sobriété et la réduction des consommations, les ingénieurs et commerciaux d'EDF misent sur le déploiement des objets *high-tech* et la maîtrise complète du monde, ils aspirent à une gestion en temps réels de tous les flux. Cette utopie gestionnaire aux accents cybernétiques se retrouve d'ailleurs dans les discours officiels: *«Les maisons vont désormais s'autogérer»*, affirme Bernard Lassus, directeur du programme chez ERDF!²

Mais souhaite-t-on vraiment que nos maisons s'autogèrent? Réfléchissons cinq minutes à ce que signifie cette formule: ne devrions-nous pas plutôt être soucieux de gérer nous-mêmes notre maison? Cette autogestion technocratique par le numérique n'est-elle pas l'antithèse de l'idéal d'autogestion et d'autonomie qui animait historiquement le mouvement ouvrier? N'est-elle pas une expropriation? Les humains sont-ils à ce point devenus obsolètes qu'on préfère automatiser tous les aspects de leur existence? Au-delà des justifications de circonstances, les compteurs Linky sont d'abord le produit d'une obsession et d'une illusion: l'obsession pour l'accroissement des rendements et de la rationalisation totale, l'illusion de la solution technique qui résoudra naturellement – par ses vertus intrinsèques – des défis qui sont d'abord sociopolitiques et culturels.

Contre les utopies communicantes et futuristes, des citoyens-opposants – comme Pièces et main-d'œuvre, comme la journaliste Annie Lobé, ou comme Stéphane Lhomme, chroniqueur de *La Décroissance* au centre de la bataille anti-Linky (voir < <http://refus.linky.gazpar.free.fr/>>) – alertent l'opinion et enquêtent sur les risques sanitaires, sociaux, politiques, qui accompagnent le déploiement de ces nouveaux outils de contrôle³. L'affaire Linky est une épreuve qui met en jeu la démocratie, les prophéties technoscientifiques et notre avenir; la réaction de l'État sera – il ne faut se faire aucune illusion – sans concessions pour réprimer et disqualifier les opposants, au nom d'un supposé progrès et d'une course à l'abîme qu'il faudra bien réussir un jour à freiner.

François Jarrige, historien à l'université de Bourgogne.

Article paru dans le mensuel *La Décroissance* n°128, avril 2016.

1. Michel Blay, *Penser ou cliquer. Comment ne pas devenir des somnambules?*, CNRS éditions, 2016.

2. Cité par Gabriel Siméon, «Linky, pilier de compteurs», *Libération*, 30 novembre 2015.

3. Je renvoie à quelques argumentaires et enquêtes que vous pourrez trouver ici: <<http://www.cyberacteurs.org/cyberactions/compteur-linky-sens-economique-eco-1084.html>>; <<http://www.santepublique-editions.fr/index.html>>.

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103

Briançon 101.4 - Embrun 100.9

Gap 106.3 - Aix en Provence 88.1

Marseille et alentours, sur poste DAB+ Zinzine

site web: <www.radiozinzine.org>

email: <iredeschenaies@yahoo.fr>

«Refaire un dôme sur la ZAD»

grand week-end de chantiers collectifs pour un avenir sans aéroport, au moment de leur «référérendum»: 25/26 juin

Au mois de janvier dernier, le «Comité de pilotage pour un avenir sans aéroport» annulait l'appel d'offres lancé par la Préfecture et annonçait, pour le remplacer, une série de chantiers. Les 30 et 31 janvier des centaines de personnes débarquaient, armées d'outils en tous genres, pour renforcer les infrastructures collectives du bocage. Aujourd'hui, les travaux se poursuivent, la ZAD fleurit et n'a toujours pas vu le moindre engin de destruction de la Préfecture ou de Vinci.

Le 26 juin prochain, dans le cadre d'une consultation fondamentalement biaisée, les inscrit-e-s sur les listes électorales du département de Loire-Atlantique sont invitées à donner leur avis sur le «transfert» de l'aéroport existant sur les terres de Notre-Dame-des-Landes. Dans ce contexte, nous appelons tou(tes) les opposant(e)s, bien au-delà des limites du département, qu'ils puissent et veuillent aller voter ou pas, à montrer que le futur de la ZAD continuera avant tout de se jouer concrètement sur le terrain et dans la lutte.

Nous invitons donc de nouveau, les 25 et 26 juin, à une série de travaux en vue de consolider les espaces communs, les structures agricoles et culturelles, les chemins, les habitats et les ateliers sur la ZAD... Ce sera l'occasion de renforcer les liens entre lieux de la ZAD et comités, groupes ou personnes venus participer à ces travaux. Le chantier central de ce week-end consistera à «refaire un dôme» (!) au Gourbi afin de doter la ZAD d'un grand espace de réunion. Alors que le pouvoir prétend régler l'avenir de cette zone par une entourage, de notre côté nous érigerons collectivement une infrastructure concrète d'organisation commune et horizontale.

Sur cette zone, nous luttons contre un aéroport, mais aussi bien d'autres choses, notamment les rapports de pouvoir et domination qui structurent le monde actuel. Nous voulons donc avoir une attention collective sur les chantiers à ne pas reproduire ou laisser se produire des situations de dominations (sexisme, racisme,... et toutes celles qui n'ont pas de nom). Que chacun, chacune prenne plaisir à participer à ce week-end de luttes.

Nous invitons aussi les comités et amies de la lutte à rester avec nous le dimanche soir, lors des résultats du scrutin, pour célébrer

ensemble l'avenir de la ZAD et préparer la poursuite de la lutte.

Pour celles et ceux qui ne viendront pas sur place ce week-end: appel à rendre visible, autour de chez vous, votre avis sur la consultation et l'aéroport (banderoles et autres initiatives).

Plus de détails à venir prochainement sur zad.nadir.org: liste des chantiers proposés par les différents lieux, sollicitation des comités pour

préparer en amont des morceaux du dôme, organisation logistique, etc.

Le Comité de pilotage pour un avenir sans aéroport.

Pour tous contacts: refaireundome@potager.org

PS: Vinci Dégage!

Radio Zinzine, quoi de neuf sur nos ondes...

Retour sur la révolution industrielle

Le n°12 de Notes & Morceaux choisis, bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle (éd. La Lenteur, 140 p., 12 euros) vient de paraître! Ci-dessous une brève présentation de cet ouvrage.

Présentation de l'éditeur:

Dans les années qui suivent la bataille de Waterloo et l'effondrement de l'empire napoléonien (1815), l'Angleterre accueille de nouveau des voyageurs, après une longue période d'isolement. Ils découvrent à cette occasion les bouleversements accomplis en un quart de siècle: la révolution industrielle.

Se forme alors une doctrine qui célèbre l'organisation sociale fondée sur les stupéfiantes avancées technologiques de cette époque: l'industrialisme. Cette doctrine ne se confond pas avec le libéralisme – les saint-simoniens, ancêtres directs d'un certain socialisme, sont de fervents industrialistes. Au contraire, Sismondi, bien que favorable au libre-échange, est anti-industrialiste.

Ainsi, l'industrialisme possède deux faces, l'une libérale, l'autre «organisatrice» (ou socialiste). Une ambivalence que le vaste courant antilibéral de ce début de XXI^e siècle évite soigneusement de mentionner.

Extrait de l'éditorial:

Il est de bon ton, aujourd'hui, de fustiger le «libéralisme» et le «néolibéralisme». Mais que recouvrent exactement ces termes?

Le dictionnaire nous donne deux sens principaux:

1. «Doctrine des libéraux, partisans de la liberté de conscience. Ensemble des doctrines qui tendent à garantir les libertés individuelles dans la société.»

Cette première définition provient des Lumières, de l'opposition aux régimes despotiques et à la domination de l'Eglise sur les esprits.

2. «Doctrine économique classique prônant la libre entreprise, la libre concurrence et le libre jeu des initiatives individuelles (opposé à étatisme, socialisme).»

Cette deuxième définition correspond à l'acception dominante du terme de nos jours: la défense de la «liberté du commerce et de l'industrie» contre toute intervention étatique et réglementaire.

Néanmoins, ces deux sens sont confondus dans la conception de l'individu moderne dont le comportement est orienté vers la poursuite égoïste de son seul intérêt matériel, de l'Homo oeconomicus âpre au gain. Par exemple, pour des penseurs comme Jean-Claude Michéa, le sens premier du libéralisme aurait finalement, au bout de deux siècles d'«axiomatique libérale», consolidé et donné toute sa puissance au second.

C'est le mérite des Notes sur la naissance de l'industrialisme (1815-1830) de Nicolas Eyguesier, membre fondateur des éditions La Lenteur, que de restituer la complexité des débats entre libéraux et industrialistes qui ont accompagné la naissance du capitalisme industriel. Et notamment, les analyses et prises de positions libérales et anti-industriel-

Radio Zinzine Info

F - 04300 Limans

Tél: +04 92 73 10 56

Fax: +04 92 73 16 15

e-mail: info@radiozinzine.org

site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire

Com. Paritaire N°0214G87780

ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:

Jean Duflot

Edité et imprimé par l'

Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 8 mai 1994

Abonnement:

20 € pour 6 mois

38 € pour 1 an

abonnement de soutien 50€

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

les de Jean Charles Léonard Sismondi de Sismondi (1773-1842) qui tranchent avec l'enthousiasme débridé des uns pour le développement économique et industriel, et l'autoritarisme des autres qui veulent l'encadrer strictement pour éviter les crises et lui donner un visage humain (préfigurant par certains aspects le socialisme et le communisme autoritaires).

J'attaquais ce qui, à leurs yeux, faisait la gloire de l'industrie. Sismondi dénonce le «parti industriel» comme un faux «parti libéral», car il reçoit en réalité le soutien et l'encouragement de l'État. La fameuse «liberté du commerce et de l'industrie» n'est en réalité que le masque des intérêts de la classe dominante, des exploiters, des accapareurs et des spéculateurs, contre les intérêts du peuple, des paysans et des artisans et autres professions libérales. Dans cette lutte des classes, la production de masse – ce que nous appelons aujourd'hui l'industrie – est devenue une nouvelle arme aux mains des puissants. Sismondi dénonce la fausse richesse qu'elle produit, car elle engendre une dépossession généralisée, et surtout parce qu'elle est un moyen pour des intérêts privés, à travers la nouvelle forme d'économie politique qu'elle engendre, de se soumettre l'activité de toute la société.

Cette confusion perdure aujourd'hui, alors que domine de manière de plus en plus évidente le «parti industriel» (au deuxième sens du mot libéralisme), tandis que le «parti libéral» (au premier sens du mot libéralisme) a quasiment disparu.

En effet, il est de notoriété publique que l'État intervient massivement pour faire tourner l'économie et moderniser l'industrie 1. Et cela au nom de la fiction de l'intérêt général, qui n'est que l'intérêt des classes dominantes et du système de production industriel en général – comme nous en avons l'illustration depuis plusieurs années avec les diverses Zones à Défendre (ZaD). On peut lire ce qu'il reste de libéral à la classe politique dans les propos de Manuel Valls le jeudi 19 novembre 2015 à l'Assemblée nationale pour défendre le projet de loi relatif à la prolongation de l'état d'urgence: «La sécurité est la première des libertés». Et d'ajouter: «C'est pourquoi d'autres libertés pourront être limitées».

Sismondi a particulièrement bien saisi la logique propre du système capitaliste et ses tendances à long terme. À propos de l'Angleterre et de sa nouvelle économie politique, il s'écrie:

«Quoi donc! La richesse est tout, les hommes ne sont absolument rien? [...] En vérité, il ne reste plus à désirer que le roi, demeuré tout seul dans l'île, en tournant constamment une manivelle, fasse accomplir, par des automates, tout l'ouvrage de l'Angleterre.» (Sismondi, 1819)

Nous y sommes presque², bien qu'il y ait – ailleurs et loin des regards des techno-progressistes enthousiastes – encore besoin de «biorobots» dans des usines pour assembler les automates³.

La suite dans toutes les bonnes librairies (car l'éditeur refuse d'être distribué par Amazon)...

Bonne lecture.

Tranbert

1. Et cela dès les débuts de l'industrialisation, notamment pour contenir la contestation des nuisances industrielles, voir à ce sujet Jean-Baptiste Fressoz, L'Apocalypse joyeuse, une histoire du risque technologique, Le Seuil, 2012.
2. Voir la Revue itinérante d'enquête et de critique sociale Z n°9 – «Toulouse», 2018, qui consacre de nombreux articles aux «technopoles radieuses» et au développement de l'automatisation.
3. Voir Yang, Jenny Chang, Xu Lizhi, La machine est ton seigneur et maître, analyses, enquêtes et témoignages sur la vie des ouvriers des usines chinoises de Foxconn, qui la perdent à fabriquer iPhone, Kindle et autres PlayStation pour Amazon, Apple, Google, Microsoft, Nokia, Sony, etc., Agone, 2018.

Radio Zinzine, quoi de neuf sur nos ondes...

A vos postes!

Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
BP 51026
F-31010 TOULOUSE CEDEX 06
France

dépôt le 08/06/16
radio-zinzine info
04300 Lismans

forequalquier
PRES
LA POSTE

dispensé de timbrage



RADIO
ZINZINE
INFO

L'IRE DES CHÊNAIES

N°635 - 8 juin 2016

Appel à perturber l'Euro 2016

L'Euro 2016 a lieu en France entre le 10 juin et le 10 juillet. Étant donnée la situation sociale dans ce pays, nous qui sommes en lutte contre la loi Travail et son monde, nous appelons à le perturber. Pourtant, nous aussi, nous aimons le foot. Mais nous considérons le foot comme un jeu, pas comme un business, pas comme une marchandise. Et vu le fric et la communication politique qu'il y a autour de ce type de grands événements sportifs, nous n'avons pas de scrupules à imaginer que l'Euro 2016 puisse être dérangé quelque peu. Par des moyens d'exploitation salariale toujours plus grands, la loi Travail et son monde jouent avec nos vies. L'enjeu nous semble donc bien plus important que celui d'une cinquantaine de matches de foot.

Pour autant, nous n'avons rien contre les footballeurs,